

Défendre la protection sociale à coups de crayons

PAR STÉPHANIE BAUDOT,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE

« Comment défendre au mieux la protection sociale comme le-
vier de solidarité et de développement, ici et partout dans le monde? » Cette question a réuni de nombreux acteurs, militants et défenseurs de la protection sociale lors de la Journée des Possibles, organisée en mars dernier par Solidarité Mondiale, le CIEP, la CSC, la Mutualité chrétienne, Altéo, Enéo, et les Equipes Populaires. Une série d'ateliers thématiques¹ ont été l'occasion de questionnements et d'échanges sur les enjeux et défis de la protection sociale au Nord et au Sud.

Armé de crayons de couleurs, le dessinateur Yakana en a tiré la substance dans une panoplie de caricatures au ton humoristique et engagé. Le CIEP et Solidarité Mondiale, partenaires de la Campagne « Protection sociale pour tous », en reprennent quelques-unes pour illustrer des cartes postales dont la vocation est de rappeler au grand public la nécessité d'une protection sociale universelle issue de la solidarité entre toutes et tous.

DESSIN D'HUMEUR, DESSIN D'HUMOUR

Inspirées des échanges entre participants, les caricatures racontent, par l'intermédiaire du regard du dessinateur, une vision collective et solidaire de la protection sociale et mettent en lumière les défis actuels pour la mise en place et la consolidation d'une protection sociale forte partout dans le monde. Elles offrent

une vision du monde synthétique, cinglante et engagée qui invite le lecteur à réfléchir, à prendre du recul, à se remettre en question et à se positionner. En un trait, elles proposent ainsi un regard critique sur la société avec l'intention « de faire rire (ou sourire), de faire réagir ou de déranger, d'éveiller l'esprit critique des lecteurs, de faire débat »². Par ce biais, elles représentent un outil pédagogique pertinent pour amener la réflexion sur l'enjeu crucial de la protection sociale.

DES CARTES PORTEUSES D'IDÉAL

Envoyer et recevoir une carte postale est toujours un plaisir partagé par l'expéditeur et le destinataire. C'est un mode de communication basé sur le lien social. On écrit une carte pour donner de ses nouvelles, mettre quelqu'un à l'honneur, exprimer à l'autre son importance... Utiliser ce mode de communication pour transmettre un message qui vise à défendre la protection sociale, c'est en quelque sorte dire: la protection sociale nous rassemble, nous relie les uns aux autres, pour moi, elle représente un enjeu important que j'ai envie de partager avec toi...

Concrètement, les six cartes postales mettent l'accent sur plusieurs combats importants à défendre au Nord comme au Sud:

• L'universalité du droit à la protection sociale

Bien qu'inscrit dans la Déclaration des Droits de l'Homme, ce droit est loin d'être acquis partout. Pour 73 % de la population mondiale, la protection sociale n'existe pas ou est insuffisante.

• L'accès égalitaire des hommes et des femmes à la protection sociale

Les besoins spécifiques des femmes (congé de maternité, complément de re-

venus pour les temps partiels, santé maternelle...) ne sont pas pris en considération par une majorité des systèmes de protection sociale. Un exemple éloquent: seulement 28% de femmes travailleuses dans le monde bénéficient des indemnités de maternité.

• La protection sociale comme garantie d'un « bien vieillir »

Le vieillissement de la population mondiale est une victoire du développement, mais aussi un sacré enjeu, quand on sait que près de la moitié des personnes ayant l'âge de la pension légale n'y a pas accès.

• La réduction des inégalités sociales grâce à la protection sociale

En Belgique, 15 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté mais sans notre système de protection sociale, ce pourcentage s'élèverait à 40 %. Dans le même ordre, la crise économique que nous avons connue en 2008 nous a montré que les pays (dont la Belgique) qui avaient fait le choix d'investir dans des plans de relance en consacrant une partie importante à la protection sociale, ont mieux résisté aux effets de la crise et ont pu ainsi restaurer leur équilibre économique.

• L'accès des migrants à la protection sociale

Dans le climat actuel de suspicion à l'égard des migrants auquel contribuent largement les discours politiques, nous devons faire valoir une autre opinion: celle qui est fondée sur le respect de la dignité humaine en mettant en valeur l'accueil, l'ouverture et l'égalité des droits humains, y compris celui d'avoir accès pour des migrants à la protection sociale dans le pays d'accueil.

• Le financement de la protection sociale par une fiscalité juste

1000 milliards d'euros est le montant de la perte de revenus potentiels qu'engendrent, chaque année, la fraude et l'évasion fiscale dans l'Union européenne. En récupérant cet argent volé, les Etats pourraient orienter leurs politiques autrement que vers l'austérité.

Ces quelques chiffres et thématiques témoignent de l'ampleur de la tâche, principalement dans les pays dépourvus



de système efficace de protection sociale, et de la nécessité de développer des actions de solidarité avec ces pays. Mais, chez nous aussi, un travail de sensibilisation et de mobilisation doit se mettre en place pour défendre et consolider notre propre système de sécurité sociale réputé performant mais de plus en plus mis à mal par les choix politiques actuels (allongement du temps de travail, réduction des droits aux allocations d'insertion, pertes des allocations complémentaires pour les travailleurs à temps partiel,...). Ici et partout dans le monde, défendons l'importance de la protection sociale tout au long de la vie!

de système efficace de protection sociale, et de la nécessité de développer des actions de solidarité avec ces pays. Mais, chez nous aussi, un travail de sensibilisation et de mobilisation doit se mettre en place pour défendre et consolider notre propre système de sécurité sociale réputé performant mais de plus en plus mis à mal par les choix politiques actuels (allongement du temps de travail, réduction des droits aux allocations d'insertion, pertes des allocations complémentaires pour les travailleurs à temps partiel,...). Ici et partout dans le monde, défendons l'importance de la protection sociale tout au long de la vie!

PASSEZ À L'ACTION

Vous pouvez apporter votre soutien à la campagne «Protection sociale pour tous» en:

- envoyant les cartes postales à vos proches, vos amis, votre entourage;
- diffusant les cartes postales dans vos lieux de militance, de formation, d'engagement;
- prenant une photo de vous et/ou de votre groupe/famille avec la carte postale et la poster sur le site www.protectionsociale.be
- incitant un maximum de monde à nous rejoindre sur le site Internet www.protectionsociale.be

VOUS SOUHAITEZ COMMANDER DES CARTES POSTALES AU SECRÉTARIAT DU CIEP AU 02/246.38.41. LA COMMANDE PEUT AUSSI ÊTRE PASSÉE PAR MAIL À JENNIFER.VANDRIESSCHE@SOLMOND.BE OU VIA WWW.SOLMOND.BE ET WWW.CIEP.BE

1. Les thèmes des ateliers étaient «Favoriser les échanges avec les Etats-Unis, c'est bon pour notre protection sociale?», «Le revenu 'universel', une porte vers la protection sociale pour tous?», «Quel rôle pour les mutuelles dans l'atteinte de la couverture universelle en santé?», «Femmes et protection sociale: des attentes spécifiques, une attention spécifique?», «Quelles alternatives innovantes pour l'accès à la protection sociale dans une économie émergente comme le Brésil?», «Bien vieillir, un défi mondial».

2. www.reseau-canope.fr/je-dessine/la-caricature-et-le-dessin-de-presse.html



Protection sociale: qu'elle soit mondiale!

PAR LAURA PLUMET, STAGIAIRE EN JOURNALISME IHECS

Comme chaque année, à l'occasion de la semaine sociale du MOC, la revue Politique sort un numéro Hors série pour revenir sur les débats abordés. En avril 2015, lors de la 93e édition, le thème central était «La protection sociale qu'elle soit mondiale!».

En Belgique, la protection sociale fait partie de notre quotidien, pratiquement tout le monde en bénéficie. Dans les pays du Sud, seulement une minorité de la population y a accès. Bien qu'elle soit un droit universel, inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, seulement 27 % de la population mondiale y a effectivement accès.

PETITE HISTOIRE

Née dans les années 1940 en Europe, elle est très vite intégrée au salariat et permet des progrès sociaux incroyables: quasi-plein emploi, assurance, pension de retraite, la possibilité d'être soigné. Mais son extension s'est arrêtée aux pays du nord, qui ont profité de la révolution industrielle et ont pu développer leur économie au-delà des matières premières. On constate d'ores et déjà une fracture entre le Nord et le Sud. Considérée comme un frein à la croissance économique par les néo-libéraux, elle entre dans la logique de marché dans les années 70.

En réalité, la protection sociale n'est pas une entrave à la compétitivité, mais bien un facteur de développement économique, comme le démontre certains chercheurs. Elle constitue une solution

structurelle à la pauvreté et peut réduire les inégalités dans le monde. En effet, «elle vise à assurer à chaque être humain un revenu suffisant et l'accès à des services de base de qualité tout au long de la vie pour qu'il puisse faire face aux risques et événements de la vie». De plus, étendre la couverture permet de soutenir la demande et donc minimiser la crise. Ce n'est pas pour rien que, dans les pays à couverture sociale élevée, la crise ait été moins ressentie par la population. Elle joue également un rôle dans la lutte contre le travail des enfants puisqu'elle réduit la vulnérabilité des parents et permet aux enfants d'aller à l'école. C'est pourquoi le MOC en a fait son cheval de bataille. Conjointement avec le CIEP du MOC, Solidarité Mondiale a décidé de lancer la campagne «Protection sociale pour tous» dans le but de faire pression sur les politiques pour améliorer les décisions concernant la protection sociale.

Malgré que les pays du Sud soient en retard sur les pays du Nord, quelques initiatives ont émergé dans certains pays comme au Brésil, Mexique ou encore au



© REPORTAGE PHOTO & 89



Pakistan. Les pays d'Afrique, quant à eux, éprouvent plus de mal à mettre la protection sociale en place. C'est notamment dû au fait que la majeure partie des fonds vient de donateurs qui transitent par des ONG. L'objectif ultime étant que l'État reprenne la main, mais les programmes mis en place sont souvent trop ciblés.

AIDER LE SUD PAR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Chaque pays est différent, donc, pour qu'un système de protection sociale fonctionne, il ne suffit de transposer un système existant, il doit être adapté aux réalités locales. C'est pourquoi, en septembre 2015, l'assemblée des Nations Unies a proclamé les «Objectifs du millénaire», qui avaient pour projet de réduire la pauvreté extrême. L'objectif étant de généraliser la protection sociale d'ici 2030, en y intégrant la réduction des inégalités au sein même des pays, mais aussi entre les pays. La réduction de ces inégalités entraînerait la réduction de la pauvreté. Malgré la bonne volonté de sa mise en place, certains obstacles persistent: le secteur informel est majoritaire, le coût de l'aide au vu des besoins considérables, la difficulté de faire face aux catastrophes naturelles (surtout pour les pays à dominance agricole) et la peur de ne plus être concurrentiel si l'on adopte des législations sur le salaire minimum ou une protection sociale renforcée. Les ressources nationales doivent être la source principale de financement des socles de la protection sociale. Cependant, les États plus faibles économiquement et fiscalement peuvent solliciter la coopération internationale afin de soutenir leurs propres ef-

forts. Deux propositions de financements en sont ressorties: la création d'un fonds mondial de la protection sociale et l'établissement de normes sociales. En créant un fonds mondial de la protection sociale, les pays riches s'engagent sur plusieurs années et les pays aidés s'engagent à progressivement reprendre le relais. Complété par un mécanisme de réassurance pour permettre aux pays qui le souhaitent d'avancer sans devoir craindre que le système ne soit pas finançable. Au niveau des normes sociales, les pays qui veulent avoir accès au marché européen, doivent respecter des conventions dans les domaines liés au travail décent (ex: droits de l'Homme,

des droits du travail, de l'environnement, de la bonne gouvernance, de la lutte contre le trafic de drogue). Alors, ils auront accès à des avantages.

Exemples, arguments, et solutions, le numéro *Hors série de Politique* sur la protection sociale regorge d'informations et d'analyses réflexives. Quelques mois après la journée des possibles, journée de relance de la campagne «Protection sociale pour tous», cette publication nous rappelle les raisons de notre mobilisation. La protection sociale reste un projet d'avenir qui donne accès à des conditions de vie décentes accessibles à tout un chacun. ■

Une heure de salaire solidaire!

1 HEURE DE SALAIRE EN BELGIQUE, C'EST...

- une journée de formation pour 15 jeunes au Pérou.
- 15 jours d'approvisionnement en eau potable pour une famille en Ethiopie.
- 2 jours de salaire pour un permanent syndical au Cambodge.
- un traitement de 10 jours contre la malaria pour un membre d'une mutuelle de santé en RDCongo.
- sortir de la domesticité et trouver un emploi décent pour une femme en Inde.
- l'achat collectif de semences pour une communauté rurale au Guatemala.

Donner une heure de son salaire par mois, c'est contribuer chaque mois à la solidarité entre les travailleurs-ses et mener un combat permanent contre les injustices sociales dans le monde.

Dans beaucoup de pays dits du Sud, le salaire perçu suffit à peine à satisfaire les besoins les plus élémentaires des travailleurs. Et même si cette pression vers la baisse des petits salaires s'exerce de plus en plus, y compris dans les pays du Nord, les écarts restent encore très criants entre les deux hémisphères. Sans oublier qu'ici comme là-bas, les travailleurs sont souvent logés à la même enseigne, tous exploités, et que le combat pour des salaires dignes doit être le même partout. Pour qu'on cesse d'opposer les travailleurs entre eux, la solidarité est donc nécessaire dans les combats sociaux à mener.

Voilà à quoi s'attèle Solidarité Mondiale avec la campagne «1 heure de salaire solidaire» (anciennement «1 heure de salaire pour le Sud»). Pour inviter tout un chacun à poser un geste concret, en faveur de la solidarité envers les moins nantis et pour contribuer à atténuer un tant soit peu les inégalités sociales, soutenez l'action de nos partenaires du Sud en versant l'équivalent d'une heure de salaire (soit 10,00 €) par mois.

COMMENT?

IL VOUS SUFFIT DE FAIRE UN VERSEMENT SUR LE COMPTE DE SOLIDARITE MONDIALE - 799-5500000-05 AVEC LA COMMUNICATION SUIVANTE: 1H/SAL2016.
TOUT DON DE 30,00 € ET PLUS (ANNUEL) DONNE DROIT A L'EXONERATION FISCALE.

POUR EN SAVOIR PLUS, VOIR LA VIDÉO POSTÉE SUR WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?v=vCWHHTFo2Ro - WWW.SOLMOND.BE